

semblables, c'est-à-dire alors qu'une majorité qu'il croyait docile jusqu'à la pire des domesticités se met en état de révolte absolue.

« Aussi, l'émotion a-t-elle été grande dans les couloirs du Palais-Bourbon, quand tous comptes faits, on a constaté que la commission chargée d'examiner le projet de révision constitutionnelle proposé par M. Gambetta lui était hostile à l'unanimité moins une voix.

« On s'attendait à un échec du cabinet ; mais à coup sûr, on ne s'attendait pas à une déroute ; or, c'est bien d'une déroute qu'il s'agit.

« C'est donc la débâcle. »

On peut prédire assurément, que lorsque la grande bataille aura lieu à la Chambre, M. Gambetta subira un échec décisif : l'escarmouche d'hier fait prévoir le désastre final.

« Il n'y a, en effet, pas d'échappatoire possible pour le « grand ministère » : il a pris le soin de déclarer par la voix de ses organes officiels et officieux que si son projet de loi révisoniste était repoussé, il opérerait sa retraite.

« Ainsi, conclut la Paix, la Chambre s'est prononcée et, dès à présent, une question est résolue : le scrutin de liste ne sera pas inscrit dans la constitution. Plus tard, les partisans de ce régime pourront en proposer l'établissement ; plus tard, c'est à dire à la fin de la législature, à la seule époque où jamais un Parlement ait songé à toucher à la loi électorale. »

« Le ministère, pour employer un mot que lui a déjà appliqué une feuille amie, a fait de nouveau « un faux départ. » Ce cabinet, qui se targue de suivre une politique opportuniste, a proposé une réforme électorale au début d'une législature, c'est-à-dire au moment le plus inopportuniste. Il est allé de lui-même au devant d'un échec, qu'il a contraint la Chambre à lui infliger. Le ministère a-t-il manqué de coup d'œil et mal compris la situation ? A-t-il au contraire prévu et cherché une défaite ? Sa conduite, dans la suite de cette affaire, apprendra au pays si le ministère Gambetta a seulement commis une erreur de jugement, ou si nous nous trouvons en présence d'un suicide ministériel. »

« L'échec, dit la Justice, du ministère est complet. Il ne trouverait pas cinquante voix dans toute la Chambre pour lui donner raison. C'est qu'il a poussé à bout jusqu'à sa majorité. Elle ne chercherait pas à le renverser, tant s'en faut, il l'y oblige ; personne n'hésite. La Chambre a déjà fait son deuil du grand ministère.

« Pourra-t-on, soit par les menaces, soit par les promesses, transformer une situation si décisive ?

« M. Gambetta ne semble pas disposé à mettre les pouces. Le ferait-il, qu'après toutes les fantes commises il ne garderait plus qu'un pouvoir suspect et humilié. Il lui faut donc, ou se démettre, ou, selon le mot qu'on répétait dans les couloirs, mâter la Chambre.

« Eh bien ! il nous paraît plus qu'in vraisemblable que la Chambre se laisse mâter. Si elle se laissait faire, ce ne serait plus une Chambre soutenue par un ministère, ce serait une domesticité à la livrée d'un maître.

« Quoi qu'il en soit, la Commission va se mettre à l'œuvre. On est à peu près unanime pour estimer qu'à un tel état de choses il faut une solution prompte. La situation est trop aiguë pour se prolonger. Dans quelques jours, ou le ministère, ou la Chambre, sera par terre. »

Le Gil Blas est celui de tous ses coreligionnaires républicains qui retrace avec plus de franchise la situation ministérielle :

« M. Gambetta peut se vanter d'avoir reçu du Parlement une des marques d'antipathie et de méfiance les plus caractérisées qui aient jamais été octroyées à un homme d'Etat.

« Le pire est que personne ne le plaindra. Et maintenant que fera le cabinet ? Que fera la Commission ?

« Voilà les questions qui passionnent les couloirs où les amis de l'Elysée font des mines triomphantes, tandis que ceux du cabinet ont des nez sur lesquels on pourrait traverser la Manche à pied sec.

« Le cabinet n'a aucune envie de s'en aller et mettra à profit la tactique de ses adversaires pour attendre patiemment le vote de la Chambre qui, seul, peut balayer.

« Il se cuirassera d'une absence complète de dignité. C'est une armure qui coûte moins cher que les bonnes raisons. »

L'effondrement de la fortune publique est un nouvel écrasement de l'opportunisme, dans la journée d'hier. Le Figaro révèle des détails foudroyants pour la politique du cabinet Gambetta :

« La fortune publique, grâce aux manœuvres que l'on sait, vient de perdre cinq milliards environ depuis trois jours.

« Une seule valeur, le Suez, suppose une différence de cinq cents millions.

« C'est assez et c'est trop ! Il faut liquider ! Il faut amputer les membres malades ! Il faut panser les plaies... Il faut surtout sauver ce qui n'est encore que menacé ! Les effondrements comme celui de ces jours derniers auront du moins ce résultat consolant, qu'ils mettront hors de contestation la confiance que le grand ministère inspire aux affaires. Depuis que M. Gambetta, ce jetateur borgne, préside à nos destinées, la rente a perdu six francs. — soit plus d'un milliard pour la fortune publique. »

Ces quatre mots : six francs de baisse ! valent toutes les invectives que l'on pourrait accumuler contre l'homme néfast ; à la fortune duquel les bourgeois, aujourd'hui dégrisés, ont longtemps cru avec une aveugle obstination.

Atteint dans le parlement par la nomination de la commission des 33, responsable de désastres qu'il n'a pas su prévenir, quand il n'y a pas contribué. M. Gambetta s'achève rapidement vers le Krach définitif de ses ambitions et de son outrecuidance.

Le bilan de la seule journée d'hier est effrayant. Les diverses dépréciations subies par les valeurs de spéculation pure se chiffrent par trois cents millions de perte sur l'Union générale, soixante dix millions sur le Suez, qui avait déjà perdu quatre cent quatre vingts millions depuis le commencement du mois : cent vingt millions sur la timbale. Les cours d'hier font perdre à l'Alpine 50 0/0 de son capital, et la baisse de la rente représente tout près de trois cents millions de francs.

P.-S. — Le monde politique est encore sous le coup des émotions produites par les événements d'hier.

— Le président de la commission de révision est M. Maragaine, qui s'est prononcé si énergiquement contre le scrutin de liste : On dit Gambetta très affecté de son échec.

FRANCE

On écrit de Paris, samedi à minuit :

« Ce soir, vers neuf heures, on a connu à Paris les résultats de l'entrevue de M. Gambetta avec les trente-trois commissaires de la révision.

« Une vive émotion est constatée dans les cercles, cafés, à la petite Bourse et sur le boulevard. On ne s'entretient que de cette entrevue, qui a pris le caractère d'un véritable événement.

« De tous côtés on entend : « Gambetta veut faire un coup d'Etat. »

« Certains députés sont entourés dans les cercles ; on leur demande des renseignements.

« Les bruits les plus absurdes courent. On dit que M. Gambetta a gagné l'armée et ne veut réunir un Congrès que pour faire saisir par la force armée les sénateurs et les députés réunis ensemble.

« On parle d'une entrevue que M. Gambetta aurait eu, hier, avec le duc d'Aumale et le général Gallifet.

« Déjà en Bourse les noms de MM. Gambetta et Lebaudy étaient mêlés. Ce soir les imprécations sont aussi vives contre l'un que contre l'autre.

« Plusieurs députés et journalistes se sont rendus à l'Elysée pour voir M. Grevy, qui les a assurés qu'aucune mesure violente ne serait prise contre le Parlement, lui étant au pouvoir.

« Quelques amis de M. Gambetta se sont rendus auprès de lui ; il paraît décidé à ne pas vouloir céder ; il accuse la Chambre d'incapacité ; il dit qu'il est nécessaire d'en appeler au pays.

« Dans les faubourgs, on s'arrache les petits journaux ; dans de vives discussions on critique la conduite de M. Clémenceau, qui ne se serait pas montré assez énergique lorsque M. Gambetta a dit que si le Congrès n'approuvait pas le scrutin de liste, il le traiterait comme une assemblée illégale.

« On craint une manifestation lundi devant le Palais-Bourbon.

« Ce matin, une vive discussion avait déjà eu lieu dans le conseil de cabinet. M. Gambetta n'a trouvé que deux ministres pour le soutenir dans ses projets.

« Il a déclaré à ses collègues s'être trompé sur leur valeur et leur énergie, et a dit qu'au besoin il se passerait de leur concours.

« Après cette discussion, le cabinet a décidé que deux de ses membres iraient avec leur président devant la commission, pour que si M. Gambetta se montrait trop violent, ils protestassent que ce n'étaient pas

leurs idées et qu'ils ne le suivraient pas dans les voies de la violence. »

Les journaux gouvernementaux disent que le vote de jeudi a changé la situation et la question Le débat principal doit porter maintenant non sur la question du scrutin de liste, mais sur la question de savoir si la révision sera limitée ou intégrale.

Le cabinet reste immuablement sur le terrain choisi. M. Gambetta défendra devant la Chambre la révision limitée. Le cabinet et la commission des 33 sont également désireux d'une prompt solution. La commission voulait conférer aujourd'hui même avec M. Gambetta : il est probable que cette conférence aura lieu demain.

Plusieurs journaux font observer que le Sénat repoussera certainement la révision illimitée. La Chambre, en se prononçant pour une révision illimitée et en déclarant l'omnipotence du Congrès, rendrait donc elle-même la révision impossible.

Le Temps croit que ce résultat serait conforme aux vœux de nombreux députés et d'une partie notable de l'opinion publique.

Les explications échangées dans la commission des trente-trois entre M. Gambetta et les commissaires ont porté surtout sur les attributions du Congrès.

M. Gambetta a soutenu que le Congrès ne pouvait pas dépasser les limites de l'ordre du jour préalablement fixé par le Sénat et la Chambre.

La commission a adopté la résolution suivante :

Conformément à l'article 8 de la Constitution du 25 février 1875, et sur la demande du président de la République, la Chambre, considérant la nécessité de réviser les articles 4, 7 et 8 de la Constitution, relatifs à l'organisation du Sénat, et sur le paragraphe 3, article 1^{er}, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics, déclare qu'il y a lieu de procéder à une révision des lois constitutionnelles.

Cette résolution a été adoptée par 24 voix contre 3, avec 5 abstentions.

AUTRICHE-HONGRIE

D'après la Gazette de Vienne, l'empereur a ordonné, par un rescrit autographe du 12 novembre, sur la proposition du ministre des finances, l'institution d'une commission spéciale de dix membres avec un président pour examiner les simplifications qu'il serait possible d'introduire dans les rouages de l'administration et les économies possibles dans les dépenses générales de l'Etat.

L'empereur a nommé, le 8 janvier, le comte Hohenwart président de cette commission.

La Correspondance politique annonce de source officielle que l'administration de la guerre n'a pas l'intention d'envoyer de nouveaux corps de troupes dans le Sud ; toutefois l'effectif des forces qui se trouvent actuellement dans la Bosnie, l'Herzégovine et la Dalmatie sera considérablement augmenté.

D'après la Correspondance politique, neuf engagements ont eu lieu depuis le 16 janvier entre Korito et Bilek.

Il y a eu six blessés, un mort et un manquant ; un lieutenant blessé a succombé. Les insurgés ont subi des pertes importantes.

CANTON DE FRIBOURG

A la liste des journaux conservateurs de la Suisse allemande que la politique du Bien public remplit de dégoût, il faut ajouter maintenant le San-Galler Volksblatt, d'Ulznach (Saint-Gall).

Voici ce que nous y lisons, à propos des étranges réflexions du Bien public à l'endroit de l'ukase fédéral :

« Ceci est cependant une manière par trop misérable de raisonner. Voici que les « bien-publicards » maintenant rejettent sur le parti gouvernemental fribourgeois la responsabilité du nouveau coup de force du conseil fédéral contre les prétendus « nouveaux couvents. » — sous prétexte que ce parti aurait par ses allures raides provoqué le violent arrêté de la Confédération et le recours des radicaux ! Vous ne vous effacez donc pas assez, catholiques ; il faut vous renfrogner encore davantage ? C'est vous qui êtes cause de tout ! »

En effet, avec le système du Bien public on arriverait à absurder les radicaux de tous leurs attentats. Les seuls coupables

seraient les catholiques, et tout leur rôle devrait consister à se cacher dans les caves pour ne pas irriter les radicaux !

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

BERNE, 23 janvier.

Dans le canton d'Argovie, M. Münch, conservateur, est élu conseiller national par 5,791 voix. M. Fahrländer, radical, a obtenu 4,992 voix.

Dans les Grisons, M. Raschein, radical, paraît élu conseiller national.

Dans le canton de Neuchâtel, M. Grandjean est élu conseiller national sans opposition. La réduction à 5 des membres du conseil d'Etat a été votée à la majorité d'environ 200 voix.

BIBLIOGRAPHIE

Je m'en veux de n'avoir pas encore signalé à nos lecteurs un bien beau livre, la vie de la sœur Saint-Pierre, Carmélite de Tours, écrite par elle-même, et mise en ordre et complétée par M. l'abbé Janvier.

La sœur Saint-Pierre a eu une grande mission, et elle tient une place considérable dans l'histoire religieuse du dix-neuvième siècle. Si Dieu ne retire pas du milieu de nous le flambeau de la foi pour le transporter ailleurs, si les nations du vieux monde sont toujours guérissables, il faudra bien que les peuples de l'Europe, coupables de si nombreuses et si graves infidélités, s'accusent et s'abiment dans la pénitence et la prière, s'appliquant à ces grandes œuvres de réparation dont la sœur Saint-Pierre a été le héros.

Tout a été merveilleux dans la vie de cette sainte fille : son élection, sa vocation, l'appel qui la conduisit de Bretagne à Tours au tombeau de saint Martin, les communications sublimes dont elle fut gratifiée, et le secret qui y fut imposé par ceux mêmes qui en reconnaissaient la vérité et la divinité. Nous n'entrerons pas dans les détails. Rien de touchant comme le travail de Dieu auprès de certaines âmes, et le respect que dans ses inspirations les plus vives, il veut toujours garder envers toute hiérarchie constituée dans l'Eglise. L'histoire de la sœur Saint-Pierre n'est pas pour démentir celle de la Bienheureuse Marguerite-Marie. On sait combien le Sacré-Cœur lui recommandait de ne rien faire de tout ce qu'il lui demandait sans l'autorisation de ses supérieurs, les intimités les plus grandes et les plus profondes avec Dieu ne pouvant relever une âme de l'obéissance religieuse.

L'obéissance religieuse pesa sur la sœur Saint-Pierre de longues années après sa mort. Elle est morte en 1848. L'œuvre que Notre-Seigneur lui avait demandée s'est constituée et s'est répandue ; la dévotion à la Sainte-Face s'est propagée et est devenue populaire ; les belles prières que l'humble lingère de Rennes, cette fille d'artisan, sans éducation, avait rédigées, ont été adoptées dans les exercices publics de l'Eglise : ces formules savantes et pieuses, pleines de simplicité et de sève, qu'on dirait empruntées aux saints Pères, toutes fulgurantes de lumières théologiques mystiques, ces expressions vraies et vivantes de respect, de vénération, d'amour et de douleur pour la Sainte-Face sont aujourd'hui sur les lèvres de tous les fidèles voués à la Réparation ; elles sont un trésor toujours nouveau et toujours fructifiant pour leur piété ; et la sainte fille inspirée, dont le cœur et les lèvres ont été brûlées par ces paroles enflammées, restait inconnue à la plupart des chrétiens. Les renseignements publiés sur elle témoignaient d'autant de discrétion que de respect. Les historiens qui auraient dû parler de cette pieuse Carmélite en détail et qui étaient à même d'être bien informés, indiquaient à peine sa mission et coupaient court sur ses mérites.

L'archevêque de Tours, Mgr Collet, a jugé bon de sortir de cette réserve. Il estime que les dons de Dieu peuvent être publiés, et que les privilèges dont la divine bonté enrichit quelques saintes âmes ne sauraient être un scandale pour les simples fidèles. Dieu, d'ailleurs, a tant de fois, dans ces dernières années, fait entendre sa voix et manifesté les miraculeux efforts de sa miséricorde, que les oreilles et les cœurs du peuple fidèle sont désormais habitués aux merveilles. Les révélations de la sœur Saint-Pierre sont sans doute de l'ordre le plus élevé et le plus délicat ; la première publication qui en a été faite de l'avis du prélat, il y a quelques années, par les Bénédictins de Solesmes, était encore discrète. C'était un essai, un pas fait

